

**République Française**

**DEPARTEMENT  
des Alpes de Haute-Provence**

<b>Nombre de membres Afférents au Conseil Municipal : 27</b>
<b>En exercice : 27</b>
<b>Qui ont pris part à la délibération</b>
<b>Présents : 22</b>
<b>Procurations : 2</b>
<b>Absent(s) : 3</b>

## **EXTRAIT DU REGISTRE**

des **DELIBERATIONS** du **CONSEIL MUNICIPAL**  
de la **COMMUNE de PIERREVERT**

**SEANCE DU 9 FEVRIER 2026**

L'an deux mille vingt-six et le neuf février, **à dix-neuf heures trente**, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué s'est réuni, dans la salle du conseil municipal de la commune (salle Gilbert CORDIER), sous la Présidence de **Monsieur André MILLE, Maire**.

**PRESENTS** : MMES KREBAZZA, BOURDIN, TURCAN-ACQUA, DOZOL, MANENT, HACHETTE, COLOMBERO, EGLANTIER, FLOQUET  
Ms. LAGESTE, FONTANA, CHABERT, BRIFFAULT, CHAUMETON, MARIAUD, PREAU, PORT, PANAYE, JULIEN, LEJEUNE, DAUPLAIT,

**PROCURATIONS** : ALBENGA à TURCAN-ACQUA, COLLIN à PREAU

**ABSENTS** : GROBBEE, MARTIN, GRILLOT

Convocations distribuées sous forme dématérialisée à Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Municipal le vendredi 30 janvier 2026.

### **Délibération n° 2026 – 02 – 09 – 02-03 : Délibération portant Approbation de la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)**

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L103-2, L103-3, L104-1, L104-3, L153-36, L153-37, L153-38 et L153-40 à L153-44 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13/03/2017, qui a fait l'objet de quatre mises à jour par arrêté du maire les 15/01/2018, 03/08/2021, 27/02/2025 et 19/12/2025 et qui a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée par délibération du Conseil Municipal le 19/12/2024,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n°2025-04-07-18 en date du 07/04/2025 prescrivant la procédure de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme et décidant de soumettre cette procédure à évaluation environnementale,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n°2025-06-30-06 en date du 30/06/2025 portant approbation du bilan de la concertation mise en place dans le cadre de la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) selon la procédure de droit commun n°1,

**Vu** les avis des personnes publiques associées,

**Vu** l'information relative à l'absence d'observations émises dans le délai réglementaire par la Mission régionale d'autorité environnementale Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le projet de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pierrevert,

**Vu** l'arrêté du Maire n°2025/457 en date du 15/10/2025 portant annulation de l'arrêté du Maire n°2025/420 en date du 19/09/2025 et mise à l'enquête publique du projet de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pierrevert,

**Vu** le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur,

**Vu** le projet de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;

**RAPPORTEUR : Le 1<sup>er</sup> Adjoint au maire, délégué à l'urbanisme, Christian LAGESTE**

Le Rapporteur **RAPPELLE** à l'Assemblée l'objectif de cette modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme, les étapes de la procédure fixées par le code de l'urbanisme et précise que la présente modification n'a pas été soumise à évaluation environnementale, après examen au cas par cas de l'autorité environnementale.

Le Rapporteur **INDIQUE** à l'Assemblée que la remise des avis par les personnes publiques associées puis l'enquête publique sur le projet modification de droit commun n°1 du plan local d'urbanisme étant achevées et le commissaire enquêteur ayant déposé son rapport et ses conclusions, le Conseil Municipal peut maintenant approuver la modification de droit commun n°1.

**CONSIDERANT** que les avis des personnes publiques associées et les résultats de l'enquête publique, justifient quelques modifications mineures de la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme, dont le détail est précisé en annexe de la délibération ;

**CONSIDERANT** que le projet de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme présenté est prêt à être approuvé,

Après avoir entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**-A l'unanimité**

~~-A la majorité:-~~

~~•X voix pour~~

~~•X voix contre~~

~~-Abstention(s):-~~

**DECIDE** d'approuver tel qu'annexé à la présente délibération, la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme,

**DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 à R. 153-22 du code de l'urbanisme :

➤ D'un affichage pendant un mois en mairie ;

➤ D'une mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département

➤ D'une publication sur le portail national de l'urbanisme (<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>)

**PRECISE** que :

➤ La présente délibération, accompagnée du dossier de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme sera transmise au préfet des Alpes de Haute-Provence.

- La présente délibération deviendra exécutoire dès la date la plus tardive entre sa réception en Préfecture, et l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.
- Le dossier de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme est tenu à la disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Suivent les signatures

Pour extrait conforme,

Le Maire,  
André MILLE



# 2026

COMMUNE DE  
PIERREVERT

PLAN LOCAL  
D'URBANISME



## [ANNEXE DES MODIFICATIONS APPORTEES]



# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	3
PREAMBULE .....	5
MODIFICATIONS APORTEES PRENANT EN COMPTE L'AVIS DE L'ÉTAT .....	6
1. <i>Eléments présentant un risque juridique élevé.</i> .....	6
2. <i>Eléments présentant un risque moyen à faible</i> .....	6
3. <i>Observations et recommandations complémentaires</i> .....	7
MODIFICATIONS APORTEES PRENANT EN COMPTE L'AVIS DU DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE (AVIS DE 3 OCTOBRE 2025) .....	8
MODIFICATIONS APORTEES PRENANT EN COMPTE L'AVIS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMERATION (AVIS DU 8 SEPTEMBRE 2025) .....	9
1.   AU REGARD DU SCOT .....	9
LE PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON (AVIS DU 26 SEPTEMBRE 2025) .....	10
1.   QUALITE ARCHITECTURALE DU BATI .....	10



## PREAMBULE

Cette note n'a vocation qu'à préciser les modifications apportées au projet de modification de droit commun n°1 du PLU suite aux avis émis par les personnes publiques associées et lors de l'enquête publique.

Si certains points ou remarques déposées lors de l'enquête publique ne font pas ici l'objet d'une réponse, c'est que la commune n'a pas souhaité apporter de réponse positive ou que la réponse ne nécessitait pas de modification du document.

Si une modification est réalisée dans le règlement écrit, le règlement graphique ou les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), le point a également été modifié dans les autres documents (et notamment dans le rapport de présentation) en cohérence, et ce même si cela n'est pas précisé dans la suite de la présente note.



# MODIFICATIONS APPORTEES PRENANT EN COMPTE L'AVIS DE L'ETAT

## **1. ELEMENTS PRESENTANT UN RISQUE JURIDIQUE ELEVE.**

### **1.1. Les risques naturels**

L'Etat préconise de mentionner, dans les OAP, que la création de l'accès et du stationnement situé en zone rouge au PPRif ne seront possibles qu'en cas de révision du PPRif. Les OAP ont donc été modifiées pour permettre, dans l'attente de la révision du PPRif, un redimensionnement de l'accès afin d'assurer la fonction d'accès principal au site.

### **1.2. La ressource en eau**

Concernant le dossier de modification de droit commun du PLU, la justification relative à la disponibilité et aux besoins en eau a été modifiée pour prendre davantage en compte les effets attendus du changement climatique sur la disponibilité de la ressource en eau. Une nouvelle justification a été proposée sur la base d'une baisse de 20% de la disponibilité de la ressource, en concertation avec le service « eau et assainissement » de DLVA.

## **2. ELEMENTS PRESENTANT UN RISQUE MOYEN A FAIBLE**

### **2.1. Le paysage**

Les OAP ont été modifiées pour :

- Privilégier le traitement des variations de niveau du terrain par des dispositifs traditionnels tels que les restanques en pierre sèche ;
- Protéger les alignements de mûriers existants ;
- Inscrire un principe d'évitement d'espèces non locales, allergisantes, invasives et non adaptées au climat
- Introduire un principe d'ombrage de l'aire de stationnement, laissant ouvertes les possibilités d'ombrage par la plantation d'arbres ou par l'implantation d'une ombrière photovoltaïque, en cohérence avec la loi APER.

### **2.2. Les milieux naturels et la biodiversité**

Depuis le 1<sup>er</sup> inventaire, une seconde étude environnementale a été réalisée : il s'agit d'un diagnostic écologique simplifié, réalisé par Monteco en septembre 2025, présentant les observations faites lors de passages écologiques réalisés au printemps et en été 2025.

Cette nouvelle étude a permis d'apporter des compléments sur les habitats présents, la faune observée (entomofaune et autres invertébrés, amphibiens, reptiles, avifaune, chiroptères et mammifères).

Ce diagnostic écologique met en évidence la présence ponctuelle d'espèces protégées (notamment le Sainfoin d'Europe, le Lézard ocellé et le Psammodrome d'Edwards), ainsi que d'habitats d'intérêt

communautaire localisés dans les garrigues et marnes situées en marge ouest du site. Ces secteurs, à enjeu fort, ont déjà été identifiés lors de la première étude (pré-diagnostic) et ont donc été évités dans la définition du projet.

Le résultat de cette étude a été intégré au rapport de présentation, et les recommandations ont été intégrées aux OAP lorsque relevant du champ d'application d'un document d'urbanisme.

### **2.3. Le devenir du bâtiment principal actuel**

Les OAP relatives au bâtiment principal actuel ont été reformulées pour renforcer le principe de restauration et de mise en valeur du bâtiment d'accueil, en tant que repère historique et identitaire du domaine.

### **2.4. Les modes doux**

Le rapport de présentation a été complété concernant les effets notables probables de la mise en œuvre de la modification de droit commun du PLU sur les déplacements :

- Il a été précisé qu'un emplacement réservé n° V25 a été mis en place au PLU pour permettre la création de la voie verte le long du Chaffère (lors de sa révision générale)
- Le rapport a été complété d'un tracé du projet de voie verte et des sentiers de découverte et de randonnée.

## **3. OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **3.1. La gestion des eaux pluviales**

La gestion des eaux pluviales est règlementée par l'article 4 de la zone 1AUG, au sein du règlement écrit. Le paragraphe 2.2.1 a été reformulé pour prendre en compte les remarques de l'Etat.

### **3.2. La prévention des îlots de chaleur urbains**

Le règlement a être modifié pour préciser que les teintes foncées sont interdites en façade.

## MODIFICATIONS APPORTEES PRENANT EN COMPTE L'AVIS DU DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE- PROVENCE (AVIS DE 3 OCTOBRE 2025)

L'aménagement de la passerelle mentionnée par le département concerne les abords du pont situé au niveau de la RD 6, juste après l'Orée du Golf.

Un dossier a été fait par rapport à cette passerelle et une subvention devrait être attribuée à la commune pour mener à bien ce projet dès 2026 (contrat départemental de solidarité territoriale).

Cet aménagement sera réalisé en concertation totale avec les services du département.

Le chapitre 6, paragraphe 5.8 du rapport de présentation, intitulé « Les effets notables probables de la mise en œuvre de la modification de droit commun du PLU sur les déplacements » a été complété de ces informations, précisant l'intérêt de ce projet annexe pour l'amélioration de la desserte du golf en mobilité douce.

# MODIFICATIONS APPORTEES PRENANT EN COMPTE L'AVIS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMERATION (AVIS DU 8 SEPTEMBRE 2025)

## **1. AU REGARD DU SCoT**

### **1.1. Nouvelle voie de desserte**

Concernant la nouvelle voie de desserte, il a précisé, conformément à l'avis de l'Etat, que sa réalisation ne sera possible qu'après révision du PPRif, cette future voie étant localisée dans un secteur de risque fort d'incendie. Dans l'attente de la révision du PPRif, l'accès existant pourra être redimensionné et adapté afin d'assurer la fonction d'accès principal au site.

### **1.2. Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF)**

La différence des chiffres indiquée par le SCoT provient d'un chiffre qui est soit défini avec arrondissement à la décimale, soit défini avec un troncage à la décimale ; les chiffres ont donc été harmonisés.

# LE PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON (AVIS DU 26 SEPTEMBRE 2025)

## **1. QUALITE ARCHITECTURALE DU BATI**

Les orientations d'aménagement et de programmation ont été complétées pour intégrer un principe d'architecture bioclimatique.